

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LANcaster 5361

Arthur Martel élu président de la Fé- dération du Travail

La Fédération provinciale du Travail du Québec vient de se choisir un nouveau président, en la personne de M. Arthur Martel, ce choix fut fait au cours de l'assemblée du Conseil exécutif général qui eut lieu vendredi dernier, aux bureaux du secrétariat.

M. Arthur Martel n'est pas un nouveau venu dans le Travail Organisé. Il a toute l'expérience voulue pour mener à bien la Fédération du Travail. Il est né à Montréal en 1871, il fut



ARTHUR MARTEL

Président de la Fédération Provinciale
du Québec.

l'un des membres-fondateurs du Local 1127 de la Fraternité des Charpentiers et Menuisiers qui fut organisé en 1902, il fut président de ce local pendant plusieurs années, tout comme il fut président du Conseil de district de cette Fraternité durant six ans; il fut également un des fondateurs du Conseil provincial de la Fraternité des Charpentiers et Menuisiers et présida à ses destinées pendant douze ans; en 1910, il fut élu membre du Bureau exécutif général de la Fraternité internationale des charpentiers et menuisiers d'Amérique, position qu'il remplit encore actuellement.

Par reconnaissance pour les éminents services qu'il avait rendus et rend encore non seulement à son organisation mais au Travail Organisé en général il fut appelé à remplir durant une période de six ans les importantes fonctions de vice-président général du Congrès des Métiers et du Travail du Canada et servit en qualité de délégué-technique de cet important organisme au premier congrès de la Conférence internationale du Travail, tenue à Washington, et à la deuxième conférence du même organisme, à Genève (Suisse) où il se distingua par un jugement sain et sa profonde connaissance des problèmes sociaux.

Il est délégué depuis un grand nombre d'années au Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, ainsi qu'à nombre de conventions de la Fraternité des charpentiers et menuisiers, et du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, tous ceux qui eurent l'avantage d'assister à ces conférences savent la part prépondérante

(Voir suite à la page quatre)

La tourmente municipale

Enfin, ça y est, nous connaissons les candidats à la mairie : Houde, Rochefort et Gascon. Lequel des trois sera l'élu ? Patience ! Ce fut une surprise générale lorsque le maire Raynault annonça qu'il ne briguerait pas les suffrages, cette fois-ci tout au moins, se réservant pour des jours meilleurs. Nous ne le blâmons certes pas, car il fut loin d'être secondé dans les efforts qu'il fit de bonne foi et en toute sincérité pour épurer notre mode administratif. Cela semble devenir une coutume de rapetisser nos hommes publics et de leur faire la vie dure. Raynault n'a pas été une exception à cette règle, nous le regrettons vivement, car il avait de l'étoffe et il promettait. Le refus du Conseil de ville de coopérer avec lui au sujet de la carte d'identité, celui de certains corps publics d'appuyer son projet de commission industrielle et, enfin, la lutte sournoise que des supposés amis lui ont faite, étaient plus qu'assez pour décourager l'homme le mieux trempé et le plus aguerri. Il méritait certes un deuxième terme et ce n'aurait été que simple justice.

Il nous reste donc à choisir entre les trois candidats. Loin de moi l'idée de vouloir faire des pronostics, ou seulement de dire celui pour lequel l'électorat devrait se prononcer. Houde a fait ses preuves : il a été élu, il a résigné et il a été battu ; on peut le juger d'après ses états de service. Rochefort est membre du Travail Organisé, il a été élu député de Sainte-Marie dans la rafale qui a balayé la province et porté Duplessis au pouvoir ; il était censé être un des partisans de ce dernier, mais tout ne semble pas marcher sur des roulettes depuis. A quel groupe appartient-il aujourd'hui ? C'est assez difficile à dire, tout semble dépendre des circonstances. Il a été candidat à la mairie aux dernières élections, il a fait une vigoureuse campagne, mais le succès n'a pas couronné ses efforts. Fera-t-il mieux, cette fois-ci ? L'avenir le dira. Enfin, il y a M. Gascon. Je n'ai pas l'avantage de le connaître et je présume qu'il y a des milliers et des milliers d'électeurs qui n'en savent pas plus long que moi sur son compte. Que fait-il ? Je n'en sais rien. Quelle sera sa politique ? Mystère. Tout ce que j'ai appris de lui, c'est qu'il est le père de quatorze enfants et que Médéric Ier est son parrain. C'est loin d'être un appoint pour lui que d'être recommandé par celui que je considère avoir été l'homme le plus néfaste de tous ceux qui ont passé à l'hôtel de ville, le type le plus accompli des démagogues ; mais à quoi bon parler de revenants et faire renaitre le passé ? Mais, au fait, j'y pense, pourquoi donc Médéric n'a-t-il pas essayé sa chance encore une fois ? Dix mille dollars par année, c'est de la belle (?) argent, pas vrai ? Et puis il y a la visite de Leurs Majestés le Roi et la Reine ; il aurait pu les inviter à manger de la soupe aux pois à son château de Laval-des-Rapides et rouler de ses belles mains de rentier repu des cigares *nec plus ultra* pour Sa Majesté.

A l'échevinage, il y a pléthore de candidats, quoique six de nos pères conscrits aient été élus par acclamation : ce sera des dépenses de moins pour eux. Serait-ce que les électeurs ont grande confiance en eux — plusieurs le méritent, d'ailleurs — ou qu'il y a indifférence et que le peuple en est rendu au point de dire : "que ce soit l'un ou l'autre qui siège à l'hôtel de ville, ce sera la même chose" ? Dans d'autres quartiers, par contre, la lutte sera dure et ce que nous allons en entendre des promesses ! Mais remarquez bien que la plupart des candidats vont déclarer qu'ils s'occuperont tout d'abord des intérêts du quartier et après de celui de la ville, et c'est précisément ce qu'il y a de plus regrettable : on devrait d'abord prendre à coeur les intérêts généraux de la ville et ceux de son petit clocher bien après.

C'est surtout pour cela, qu'en dépit de tout, je reste un partisan convaincu de l'abolition de tous les quartiers, même du Conseil de ville, et en faveur d'un système administratif de pas plus de quinze membres élus *at large*. Cela viendra sûrement un jour, mais quand ?

Et le devons-nous à l'hon. M. Duplessis ?

* * *

C'est drôle, comme les rumeurs viennent souvent de loin. Ces jours derniers, j'entendais une discussion entre des personnes d'en dehors de Montréal, au sujet des raisons qui avaient motivé la décision du maire Raynault de ne pas demander à l'électorat le renouvellement de son mandat ; l'un disait : "C'est une affaire arrangée avec Duplessis, si Houde est élu, ils vont le faire disqualifier" ; et l'autre de demander : "mais pourquoi ?" La réponse : "Je n'en dis pas plus long, mais vous verrez." Et un autre de dire : "non, pour moi, si Houde est élu ou même Rochefort, à la prochaine session, on va mettre Montréal en tutelle."

Au contraire de mes habitudes, je suis resté muet comme une carpe ; je trouve que les deux opinions ne tiennent pas debout, que Duplessis ne voudrait pas faire une chose semblable, mais qui sait... *Chi lo sa ?*

Au Conseil des Métiers et du Travail

La séance régulière du Conseil des Métiers et du Travail, tenue jeudi soir dernier et présidée par le président Raoul Trépanier, assisté du vice-président P. Lefèvre, eut à s'occuper de plusieurs questions importantes qui amenèrent de longues discussions.

La première question débattue concernait le traitement injuste des minorités en Allemagne par le gouvernement nazi.

Voici la résolution que présentait l'exécutif du Conseil sur cette question :

"Votre comité exécutif croit que demeurant dans un pays qui a encore confiance aux principes de liberté et de démocratie, désire exprimer sa plus vive sympathie à l'égard des milliers de personnes opprimées et persécutées en Allemagne et sa profonde horreur et indignation du traitement brutal et inhumain des Juifs, catholiques et autres minorités par les autorités nazistes, qu'il soit

Résolu, que notre gouvernement soit requis de protester au nom du peuple canadien auprès des autorités nazistes contre ces événements outrageants et les informer qu'à moins qu'ils se conforment aux protêts du monde entier contre un tel traitement donné aux minorités en Allemagne, que celle-ci soit mise au ban de la civilisation, et à moins que les accusations non-fondées contre le Canada, comme ils apparaissent dans la presse allemande soient discontinuées, que les relations commerciales et diplomatiques entre le Canada et l'Allemagne soient immédiatement suspendues, et qu'il soit de plus

Résolu que le Congrès des Métiers et du Travail demande au gouvernement fédéral d'accepter un certain nombre de réfugiés d'Allemagne pour s'établir au Canada."

C'est sur le dernier résolu que la discussion s'engagea plus fortement.

Certains délégués se déclarèrent favorables à la résolution, disant qu'il était du devoir de tout pays civilisé de s'opposer à l'oppression des minorités, quelles qu'elles soient, et que l'admission de réfugiés au Canada ne pouvait constituer un danger pour le pays, car ceux-ci pourraient être déportés en aucun temps advenant le cas où ils seraient une charge pour le pays.

Par contre, plusieurs délégués, tout en favorisant la résolution, s'objectaient à ce qu'une demande soit faite au gouvernement pour l'admission des réfugiés d'Allemagne, le pays ayant déjà trop de sans-travail, et qu'il n'était que logique de remettre le peuple canadien au travail, avant d'amener un autre contingent de chômeurs en notre pays.

L'assemblée se déclara finalement en faveur de la résolution, après avoir éliminé le dernier résolu pour soumettre la question au Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

A la suite d'une question de privilège, le délégué Arthur Martel annonça à l'assemblée, qu'ayant été le choix unanime de l'exécutif, il avait accepté la présidence de la Fédération Provinciale du Travail de Québec. Il fit appel aux délégués pour que ceux-ci fassent pression auprès de leurs organisations, si elles ne sont pas encore affiliées, car il faut de toute nécessité que le Travail Organisé de Québec soit cent pour cent avec la Fédération pour lui permettre de revendiquer ses droits. Il demanda la coopération de tous afin de pouvoir mener à bonne fin le programme de la Fédération.

Le Conseil avait le plaisir d'accepter l'affiliation de l'Union nationale des portiers de Saint-Jean et le président leur souhaita la plus cordiale bienvenue en manifestant l'espoir qu'avant longtemps la ville de St-Jean ait son propre conseil des métiers.

L'union des chauffeurs de taxis fit également appel aux travailleurs organisés dans leur campagne de réorganisation. Cette question ayant trait à l'étiquette de

(Voir suite page quatre)

Essayez le thé

"SALADA"

Orange Pekoe

516F

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

IN MEMORIAM.

Nos morts de novembre au 145

Le mois des morts nous a pris au 145 deux membres éminents dans leur sphère respective: MM. Aimé Blanchard et Fernand Caillet.

Un était un vieux typo de la "vieille garde" et l'autre était un auxiliaire précieux à la "jeune garde".

Tous deux jouissaient d'une réputation enviable au sein du mouvement typographique organisé.

M. Aimé Blanchard

M. Aimé Blanchard, ancien prote à l'atelier de composition de "La Presse", était une figure typique. Tous le connaissaient, même ceux qui ne l'avaient jamais vu.

Il était un homme à la parole brève et rude. Mais sous cette écorce parfois brutale, il cachait un cœur d'or.

Dur à lui-même, il l'était pour ses hommes. Autant inabordable à l'atelier, autant au dehors il était gentilhomme accompli.

Sévère mais juste, voilà l'homme. Sa plus grande gloire, c'était de redire, que dans 35 ans passés il n'avait jamais commis d'injustice.

Bien des typos peuvent le remercier sur leurs deux genoux pour la protection qu'il leur a accordée. Combien de "breaks" dans sa vie a-t-il donnés à nos confrères?

Il accordait, il donnait, en rudoyant, mais le masque cachait mal ses bontés.

Travailleur acharné, même au seuil de la tombe.

Original pour l'exactitude, l'horloge lui était fatale. Toujours arrivé avant le premier arrivé, le matin. Malheur au retardataire, il le savait toujours...

Craint mais aimé; sévère mais juste; rude mais bon; grand cœur, grand travailleur, grand typo...

Chapeaux bas, Messieurs!

M. Fernand Caillet

"Si je meurs, tu mettras au revers de mon habit foncé, mon bouton d'union".

Et il est mort, son bouton d'union le suivant au-delà.

Rien ne peut exprimer ce que nous, ses camarades, ses amis, ses anciens, ses jeunes, avons ressenti à la nouvelle de son accident fatal.

Notre confrère, notre ami, notre maître n'est plus. Celui, qui reconnu une gloire typographique; celui qui nous avait tant aidé; celui qui était si orgueilleux du 145; celui qui même à la mort pensait à son 145; celui qui aimait tant le beau, la perfection, l'Art; celui que nous idolâtrions, celui que nous aimions et admirions n'est plus...

Des hommes comme lui, le moule est cassé. Très intelligent, affable, unioniste convaincu et convaincant; un homme hors pair dans la ligne; un as technicien; un typo reconnu comme lumière dans les deux mondes.

Un ami, un charitable, un grand cœur, un grand dévoué. Un "Canayen" qui a aimé et aidé les miens, et non les a abaissés. Un typo avec ses défauts, mais une âme d'élite avec toutes ses vertus.

Le chagrin nous étreint encore. C'est en vieillissant encore un tout petit peu, que nous sentirons le vide affreux de son absence.

Le local 145 a perdu un de ses plus grands membres. Les unionistes, un confrère dévoué et sincère. Ses amis, un père... ses anciens, un cerveau et un grand cœur...

Sa maladie suivie de son accident fatal, est trop bête pour être discutée.

La Providence qui Elle est le Beau, le Parfait, sourira à notre cher disparu, grand cœur, chrétien fervent, père de famille modèle, grand charitable et grande âme!

Chapeaux bas, Messieurs!

J.-ROBERT GUY,
Union Typo 145.

UN SUCCES CHEZ LES PRESSIERS

Comme toujours les pressiers ont remporté un beau succès avec leur bal de la Sainte-Catherine, plus de 800 personnes s'étaient donné rendez-vous à la salle Auditorium, vendredi de la semaine dernière, avec l'intention de s'amuser et toutes se sont déclarées enchantées de leur soirée, rien n'y manquait, galeté, entraînement, franche camaraderie, musique entraînante, jolies femmes et brillants cavaliers; un nouveau triomphe pour les pressiers, nos sincères félicitations au comité d'organisation qui a bien fait les choses.

On remarquait parmi l'assistance M. et Mme Raoul Trépanier, président; M. et Mme Pierre Lefèvre, vice-président, ainsi que M. et Mme J.-E. Gariépy, secrétaire du Conseil des Métiers et du Travail; J.-W. Blaquière, Henri Richard et leurs dames, respectivement président et secrétaire de l'union typographique No 145; Fred Maxted, vice-président général de l'union des pressiers; Me Lucien Rodier et son épouse; Frank Giroux, secrétaire de l'union des barbiers et son épouse; M. et Mme J.-A. Charron, président du Conseil des Métiers de la construction; M. et Mme Marcel Francq, du "Monde Ouvrier"; Jack Langer, organisateur des employés de restaurants, local 382; Ben Drolet, chroniqueur unioniste du "Monde Ouvrier" et une foule d'autres membres d'unions ouvrières et d'amis de la bonne cause que l'espace et la mémoire nous empêchent de publier; en un mot toute l'élite du Travail Organisé a tenu à encourager leurs amis de l'imprimerie et ceux-ci ont certes réussi à donner à tous une bonne impression et avec une mise en train soignée.

Le comité social se composait comme suit: Emile Fagnant, président du local 52; Alfred Charette, président du comité d'organisation; Maurice Ratelle, secrétaire, et Alfred Brissette, Léopold Charbonneau, Souverain Cusson, Cyrille Béclair, A.-J. Poirier et Armand Poirier, membres dudit comité.

Le président du comité Alfred Charette remercia en termes appropriés la nombreuse assistance de l'encouragement donné à l'union des pressiers, il annonça que les recettes de la soirée serviront à une fête enfantine au cours de laquelle un splendide arbre de Noël sera dépouillé par les enfants des pressiers.

LES OUVRIERS DE LA FOURRURE DE QUEBEC

L'union des travailleurs de la fourrure de Québec tenait une intéressante assemblée, ces jours derniers, le président F.-X. Perron était au fauteuil. Il paraissait, qu'en certains milieux, on userait de représailles contre des membres de cette union, qu'on intimidait les non-membres et les forcerait en quelque sorte à rentrer dans une autre organisation rivale qui ne répond ni à leurs besoins, ni à leurs désirs.

Mais en dépit de toutes les manoeuvres déloyales, le président Perron est heureux de pouvoir dire que l'union fait des progrès et qu'elle est en mesure de protéger les membres efficacement et mieux que tout autre organisation pourrait le faire. Il ajouta que même les non-membres sont protégés et que leurs plaintes sont toujours écoutées; toutefois il serait juste que ceux-ci rejoignent l'organisation qui est à même de les défendre, une fois la paix faite, de meilleures conditions de travail et salaires plus élevés suivront logiquement. Il souligna le fait qu'il y avait des demandes nombreuses de main-d'oeuvre tant à Montréal qu'à Toronto, ce qui signifie qu'il n'y a pas de chômage dans les rangs de l'union internationale et cela devrait inciter les ouvriers de la fourrure de Québec de rejoindre nombreux cette organisation.

L'union peut paraître une faiblesse, mais qui voit-on réussir sans association quelconque avec ses semblables?

LA VIE SOCIALE DANS LES UNIONS

La saison est propice aux réunions sociales dans les groupes ouvriers, non seulement à Montréal, mais également chez nos amis de Québec, il est bon qu'il en soit ainsi, que les travailleurs oublient les soucis et l'âpre lutte pour la vie dans des agapes fraternelles, dans des réunions sociales où la bonne camaraderie est au premier plan.

Ainsi, nous apprenons que l'union internationale des employés de la teinturerie, Local 104, de Québec, organise une soirée dansante qui se donnera à la salle Athlétique, lundi le 12 courant; les bénéfices de cette fête seront versés dans le fonds de secours des membres, inutile de dire que le comité d'organisation escompte un brillant succès et sur une belle assistance de membres du Travail Organisé de Québec.

UNE ENTENTE ROMPUE

En vertu d'une entente entre l'union locale 406 des musiciens de Montréal, affiliée à la Fédération américaine des musiciens d'Amérique et la Fédération des artistes de la radio, à l'effet que les membres des deux organisations devraient refuser de jouer conjointement avec des artistes et musiciens locaux qui ne font pas partie de l'une ou l'autre des deux organisations.

Or, voici ce qui arriva à la suite de cette décision qui paraissait juste au point de vue de principe fondamental de l'union, c'est que plusieurs musiciens ou artistes de la radio ont dû refuser des propositions avantageuses pour rester fidèles à ce règlement et ils ont jugé nécessaire de rompre d'un commun accord l'entente qui les liait, car il leur était impossible de maintenir ce règlement en vigueur plus longtemps, et ce dans l'intérêt des deux parties.

À la suite de pourparlers entre le président de l'union des musiciens, M. René Bertrand, et M. Lawrence Tibbett, du Metropolitan Opera, au cours d'une assemblée nombreuse, les musiciens et les artistes de la radio intéressés ont voté à l'unanimité en faveur de la rupture de cette entente. Avis a été donné à la Fédération américaine des musiciens.

ELECTION D'OFFICIERS

La Loge Place Viger No 1086 des commis de chemins de fer et manutentiers de fret, a procédé vendredi dernier à l'élection de ses officiers pour le terme de 1939. Le confrère C.-A. Giroux, organisateur et président du comité de protection présidait; cette élection a été chaudement contestée et donna le résultat suivant:

Président, Hervé Thievierge; vice-président, Alfred Bousquet; secrétaire financier et trésorier, Jérôme Brisebois, réélu; secrétaire correspondant anglais, W. Goldsack; secrétaire français, Charles Duguay; chapelain, H. Lafortune; garde intérieur, T. Jodoin; sergent d'armes, R. Berti; traducteur, Claude Richer.

Les différents comités se composent comme suit: Commission exécutive MM. Alfred Bousquet, P. Berti, C. Nicher; comité d'organisation: G. Boivin, E. Gilbert, N. Gauvin, C. Nicher, A. Parent, J. Brisebois, A. Laporte; comité de protection: W. Goldsack, A. Bousquet, M. Marengo, C. Nicher, Charles Rochon; comité des malades: G. Boivin, A. Richer, C. Richer; comité social: H. Sénécal, C. Richer, P. Collette, J. Brisebois, H. Gauvin, R. Héneault, E. Lesage, A. Boivoisin, L. Carpentier, W. Lacas, A. Parent.

Délégués au Conseil des Métiers et du Travail: P. Berti, J. Cairns, C. Richer.

Délégué à la convention de la Grande Loge qui aura lieu à Toronto en mai prochain, W. Goldsack.

La Loge a décidé de donner un souper aux huitres et une danse samedi le 17 décembre prochain, à la salle Rialto, au 5711, avenue du Parc. Le programme comprend des danses modernes et anciennes et attractions spéciales. Le président du comité social, M. H. Sénécal, compte sur l'appui de tous les membres et leurs amis afin de faire un brillant succès de cette réunion sociale.

CHEZ LES OUVRIERS DU PRELART

La campagne de recrutement poursuivie depuis quelque temps par l'union des ouvriers du préart bat son plein et promet d'être un franc succès. Depuis que le local 600 a réduit le droit d'initiation, au cours de ce mois, plusieurs nouveaux membres ont rejoint les rangs, lors de l'assemblée tenue mercredi dernier, sous la présidence du confrère Luc Hébert, cinq nouveaux membres ont été admis. Vu le succès remporté au cours de cette campagne de réorganisation, il fut décidé de la prolonger pour un autre mois et de laisser le taux d'initiation à la somme de un dollar.

Comme suite à la demande d'aide financier pour les grévistes de la maison Pottel & Sons lancée par le Conseil des Métiers et du Travail, il y a quelque temps, l'agent d'affaires de l'union des travailleurs en fourrure, le confrère W. Couturier, expliqua les raisons de cette grève et le besoin d'aider ces jeunes et courageux grévistes, il fut décidé séance tenante d'ouvrir une liste de souscriptions volontaires chaque semaine aux ateliers de la Dominion Oil Cloth, on ne peut trop louer ce beau geste des ouvriers du préart qui est un exemple à nombre d'autres organisations mieux placées qui n'ont pas encore contribué à ce geste de solidarité.

Le bureau-chef de l'union internationale vient d'aviser le local 600 que le confrère Bert Leavens venait d'être nommé directeur pour le district No 4 qui couvre les provinces de Québec et d'Ontario; il est entendu qu'à l'avenir toutes les demandes d'informations devront lui être adressées directement. Nous souhaitons succès au nouveau directeur.

Pour donner suite à une décision prise antérieurement de faire une étude sur place des conditions de travail existantes dans les différents départements, le comité nommé à cette fin a présenté un rapport de progrès qui contient toutefois des renseignements précieux et des informations qui seront des plus utiles au point de vue hygiène, rajustement de salaires d'un certain nombre de vieux employés et la possibilité d'une augmentation générale de 10 pour cent dans la liste des salaires.

Les confrères Léon Binette et Ernest Carrier ont été nommés conseillers.

DANS LA BUANDERIE

L'union ouvrière de la buanderie et des métiers connexes, local 122, ne cesse de réclamer auprès des gouvernements, soit fédéral, soit provincial, l'application des lois en ce qui concerne le travail de buanderie exécuté dans les institutions pénales par les détenus, et ce au détriment du travail libre.

Cette épineuse question est venue de nouveau devant l'assemblée du local 122, vendredi dernier. On regretta beaucoup l'inertie du gouvernement provincial en la matière; parce que ce dernier ne semble pas vouloir écouter les plaintes des travailleurs de la buanderie, au sujet de la concurrence qui leur est faite par ces institutions, ce qui a grandement déconcerté les officiers de l'union, c'est bien la réponse évasive du Ministère du Travail provincial, que cette question n'est pas de sa juridiction; alors on se demande à qui il faut s'adresser pour obtenir des renseignements voulus.

On a également appris qu'une ordonnance spéciale avait été décrétée par l'Office des salaires raisonnables assujettissant les buanderies, les teintureries, le nettoyage et les industries connexes. On se rappelle que la Commission du Salaire Minimum des Femmes avait déjà passé une ordonnance qui améliorerait la situation des ouvrières seulement; or comme la majorité des employés de cette industrie sont des hommes, ils étaient assujettis à l'Ordonnance No 4. Comme cette nouvelle ordonnance prête à controverse, elle fera le sujet d'un débat important au cours de la prochaine assemblée qui aura lieu vendredi, le 9 décembre prochain.

Les recettes brutes du Canadien National durant la semaine terminée le 14 novembre 1938 se sont élevées à \$3,851,084 contre \$3,855,316 durant la semaine de 1937 correspondante, une diminution de \$4,232.00

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

La désertion des campagnes une des causes du chômage

Tous les dimanches soirs, des milliers de radiophiles de notre province écoutent le magnifique programme de musique de la Ford Motor Car Company. Et cela grâce à l'efficacité de la technique scientifique.

H. Henry Ford essaie-t-il, au moyen de ce programme, de pousser à la vente des automobiles? On en doute. Mais alors, que cherche-t-il à faire? La réponse, c'est qu'à l'instar des chefs de différentes grandes entreprises, il s'efforce de présenter le monde des affaires à la masse du peuple sous un jour avantageux—d'expliquer au peuple, pour ainsi dire, ce que les hommes d'affaires ont accompli, et ce qu'ils s'attachent à accomplir nonobstant l'augmentation sans précédent du fardeau des impôts, et en dépit de conditions défavorables.

Dans une de ses causeries du dimanche soir, M. W.-J. Cameron, chargé par la compagnie Ford de ses relations avec le public, déclarait naguère que la responsabilité du chômage n'incombe pas exclusivement à l'industrie, mais que c'est au contraire l'industrie qui est envahie par des populations qui autrefois vivaient sur la ferme ou dans les agglomérations rurales. M. Cameron faisait cette déclaration il y a environ un an, soit avant le début du recul des affaires de 1938 aux États-Unis, et il soutenait ses dires en indiquant que le chiffre de l'emploi, en 1937, dans les usines et les manufactures était bien près du chiffre record, soit huit millions.

Les paroles proférées par M. Cameron l'an dernier s'appliquent à notre province. On nous répète quotidiennement que l'agriculture est la principale industrie de la province de Québec, et pourtant c'est cette industrie qui provoque l'encombrement des grands centres de population de la province. Les migrations de la campagne vers la ville se poursuivent continuellement, et il en résulte le chômage et le secours direct. Si tous les campagnards qui ont émigré à Montréal depuis cinq ans repartaient vers leurs paroisses rurales, il subsisterait peu de chômage, ou pas du tout — sauf le chômage saisonnier, que nous avons toujours eu. C'est affaire de climat.

Tout cultivateur est un industriel, fut-ce sur une petite échelle, et chaque fois qu'un fils de cultivateur gagne la ville, les problèmes de l'industrie urbaine se compliquent d'autant. On peut prendre pour acquit que l'industrie serait heureuse d'accueillir les éléments qui lui viennent de la campagne, car cela augmenterait la production d'achat. Mais il est clair, et il n'y a pas à le nier, que la production ne peut devancer la consommation—et il nous faut aussi tenir compte de la situation mondiale. Avec une diminution constante de la population rurale — diminution proportionnelle surtout — il y a forcément une baisse de la demande à la campagne pour toutes sortes de produits manufacturés, et cette baisse détermine une compression de l'activité manufacturière qui entraîne, à son tour, une augmentation des frais généraux — d'où il s'ensuit une diminution des moyens de faire du commerce avec l'étranger.

Si ce n'était des marchés étrangers, le Canada n'aurait pas, par exemple, d'industrie automobile, car le pays est trop peu peuplé pour que puisse y vivre une industrie automobile ne pouvant compter

que sur les besoins du Canada en matière d'automobiles.

Le fardeau des secours directs et des travaux de secours dans notre province augmente forcément le coût de la fabrication, et le surcroît d'impôts ne saurait être absorbé par un accroissement de la consommation. Plus on peut fabriquer d'articles dans un espace donné en pieds cubes, plus bas est le prix de revient.

Il est populaire de s'attaquer au monde des affaires, et l'envie ne manque jamais de se laisser tenter par l'idée de critiquer les "grosses" entreprises, comme on dit. Aussi beaucoup d'individus ne manquent pas de suivre cette ligne de moindre résistance bien que n'ignorant pas être dans le tort. Et il s'ensuit par voie de conséquences que le monde des affaires se rend compte qu'il ne lui suffit pas — en opposant le silence à la critique — d'accomplir sa tâche de fabriquer et de vendre de la marchandise. M. Samuel Crowther, qui jouit d'une réputation internationale comme écrivain dans les questions d'affaires, rendait excellemment l'idée lorsqu'il écrivait récemment:

"Les hommes d'affaires sont très habiles dans l'art d'informer le public sur leurs produits. L'art ou le métier très grand, et parfois si ingénieux, de la publicité, fait bien son devoir. Mais lorsqu'il s'agit d'établir clairement les rapports du monde des affaires, les efforts tentés dans cette direction sont généralement faibles, et ils ne rivalisent en aucune façon avec la vigueur et l'intelligence, pour ne pas dire la plausibilité, de ceux qui s'emploient à instituer un ordre économique nouveau où l'entreprise privée n'aurait pas sa place."

N'est-ce pas là une autre façon de dire que le choix se pose entre le communisme — quel que soit le nom sous lequel cet "item" se déguise — et le système de l'entreprise privée qui a transformé notre continent en un lieu de la terre où l'on rencontre les standards de vie les plus élevés que le monde ait jamais connus?—*Communiqué.*

LA SECURITE DES ENFANTS AUX TRAVERSES A NIVEAU

D'après M. Georges A. Shea, directeur du service des enquêtes du Canadien National, la campagne de protection aux enfants sur les propriétés de la Compagnie poursuivie par les employés de ce service a obtenu des résultats très satisfaisants. "Il fallait démontrer aux enfants les dangers de jouer dans les cours et le long des voies du réseau", dit M. Shea. Cet état de choses existe dans les grandes villes et dans les régions industrielles. Les avis placés un peu partout défendant aux enfants de s'amuser sur les terrains de la compagnie ne suffisaient pas. Aux grands maux les grands remèdes. Les inspecteurs ont visité chaque demeure établie près des voies et ont tracé aux parents, en présence des enfants, un tableau des accidents auxquels ils s'exposaient en utilisant les terrains de la compagnie comme lieux d'amusements. "Cette campagne a rapporté de très bons résultats", ajouta M. Shea. Peu après on a vu des adolescents entraîner les enfants loin des terrains de la compagnie.

Index des unions ouvrières Labor Unions Directory

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.— To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 143; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Bookbinders' Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27; Newspaper Guild, Local 111. President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Recording Secretary, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 103, 686 Notre Dame West. Executive: John Moore, A. Quéry and John Kelly. Auditors: J. A. Ardoin, Jos. Deslongchamps, R. D. Leonard. Tel. MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.— Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at l'Assistance Publique Hall, 460 LaGauchetière St. East, President Raoul Trépanier, 1153 St. Denis; Corresponding Secretary, J. E. Gariépy, 11 St. Paul West; Vice-Présidents: Pierre Lefèvre, Room 10, Monument National, and J. Cuppello, 415 St. Catherine East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 143.— Assemblée le 1er samedi du mois. Président, J.-W. Blaquière, 4247 St-Zotique, CL. 3486; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3592, Dorion, AM. 7034.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176—Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Ave., Verdun; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre-Dames W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; MA. 7489.

ECHOS DES TROIS-RIVIERES

Au Conseil des Métiers et du Travail.

Lundi dernier avait lieu aux Trois-Rivières une assemblée importante du Conseil des Métiers et du Travail sous la présidence de J.-B. Arsenault, assisté des vice-présidents J.-T. Joly et R. Grenier. Le président rappela aux délégués que la mise en nomination des officiers de ce conseil serait faite le premier lundi de décembre, et que les élections se tiendront le troisième lundi du même mois, c'est-à-dire le 19 décembre.

Il a recommandé aux délégués de se rendre nombreux à ces deux réunions, afin de faire un choix judicieux de leurs officiers qui seront appelés à diriger les destinées du Conseil l'an prochain.

Le secrétaire Emile Lajoie donna un rapport élaboré du bilan des différentes organisations affiliées. Il fit allusion à la sympathie que le public trifluvien accordait au Mouvement Ouvrier international; il ajouta que les commis de tavernes auront le plaisir d'avoir parmi eux en fin de semaine, l'organisateur A. R. Johnston, tout permet d'espérer qu'un nouveau local sera formé aux Trois-Rivières.

Un local qui grandit est celui des débardeurs qui compte actuellement un effectif de plus de 200 membres en règle, c'est un réel succès qui promet pour l'avenir et qui aidera à faire des Trois-Rivières le centre le mieux organisé de la province de Québec.

DECRETS COORDONNANT LA ROUTE ET LE RAIL EN FRANCE

Paris, novembre 1938. — Les décrets visant à coordonner le trafic ferroviaire et routier, signés récemment au Conseil des Ministres par le président Lebrun, ont été publiés dans le "Journal Officiel". Ces décrets s'attaquent à plusieurs problèmes de transport dont on attendait la solution depuis plus de cinq ans. Ils ont pour but de ramener aux chemins de fer le transport des marchandises sur longue distance; d'obliger les entreprises d'état à utiliser le rail au lieu de la route chaque fois que la chose sera possible; de réduire le coût du transport des marchandises légères et d'accroître celui des marchandises lourdes.

Dorénavant, les tarifs de la route devront être au moins aussi élevés que ceux des chemins de fer. M. de Monzie, ministre des travaux publics, a déclaré aux représentants des journaux qu'il avait l'intention de demander à la Société Nationale des Chemins de fer français d'équilibrer son budget et de cesser de compter, pour le faire, sur le trésor public. Comme on s'attend à ce que le déficit pour l'année, courante, y compris les intérêts, se totalise à 8,500,000,000 francs (environ \$250,000,000), cela veut dire que les taux de transport ferroviaires devront être accrus et qu'il faudra aussi majorer ceux de la route.

M. de Monzie expliqua qu'il faudra abandonner d'autres lignes de chemins de fer. Déjà, sur un total de 3,000 milles dont le gouvernement a décrété la mise au rancart, 1,600 milles ont été abandonnés. Chaque kilomètre abandonné se traduit par une économie d'environ \$1,000 par année.

Les nouveaux décrets stipulent aussi une augmentation de 20 pour cent dans les tarifs des "tarifs collectifs". Ces véhicules, très nombreux à Paris, se mettent en marche seulement lorsqu'ils ont leur complément de voyageurs, chacun d'eux ne payant qu'une fraction du prix de passage normal. Les tramways et les autobus souffrent beaucoup de cette concurrence.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS-MENUSIERS D'AMERIQUE.— MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA.—Président, Esdras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8 hr, du soir au Monument National, chambre 10.

- Unions locales affiliées.**
U. L. 134, s'assemble tous les lundis au Monument National, chambre 11.
U. L. 178, s'assemble les 1er et 3e jeudi, au Monument National, chambre 10.
U. L. 1127, s'assemble le 2e et 4e lundi, au Monument National, chambre 15.
U. L. 1244, s'assemble le 2e et 4e jeudi, au Monument National, chambre 15.
U. L. 1360, s'assemble le 1er et le 3e lundi, à 4030 Notre-Dame ouest.
U. L. 1375, s'assemble le 1er lundi du mois, 159-1ère Avenue, Lachine.
U. L. 1558, s'assemble le 1er vendredi du mois, 1651, rue Letourneau.
U. L. Membres Associés, s'assemble le 2e mardi seulement, au Monument National, à la chambre 11.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS MENUSIERS D'AMERIQUE, Local 134.—Président, F. Doucet, 1909 Cartier; vice-président, Elzéar Bernier, 1508 Darling; secrétaire archiviste, Pierre Lefèvre, 1182 blvd St-Laurent, chambre 10; secrétaire-financier, Edouard Larose, 6565 de Lanandière, CR. 8064; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1314 Gifford; conducteur, J.-B. Roy; sentinelle, Z. Primeau. Le local s'assemble tous les lundis soirs de chaque mois au Monument National, 1182 blvd. St-Laurent.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, Loge Ste-Marie No. 231.— Assemblées régulières les 2e et 4e vendredis, salle de l'Assistance publique, 458 LaGauchetière. E. Président, A. Mathieu, 2348 Chapleau, CH. 6150; vice-président, Roméo Delage, 4557 Garnier, AM. 4016; secrétaire archiviste et correspondant, Alcide Montpetit, 2148 Davidson, FR. 5986; secrétaire financier, R.-B. Lamarche, 4505 Delorme; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345 rue Aylwin, AM. 1880; guides: O. Côté, 2710 rue Dandurand et H. Tasse, 2046 rue Omer, Longue Pointe, CL. 3298; sentinelle, Emile Brunet, 5693, 5e Avenue, Rosemont; gardien, H. Dubuc, 5170-5e Avenue, Rosemont; maître de cérémonies, T. J. Smith, 5501-11e Ave. Rosemont; Comité local de protection; président, N. Vaillancourt, 2494 rue Ronen, FR. 5560; secrétaire du comité, N.-J. Limoges, 3973 St-Catherine est, AM. 0471. Membres du comité: P. Nolet, 7350 rue St-Hubert, CH. 6200; D. Allaire, 1833 St-Germain, FR. 3379; Joseph Gour, 1979 Gauthier, AM. 9177; Alfred Gauthier, 2105 rue Préfontaine, FR. 1562; auditeur, E. Deniger, 2402 Chapleau; D. Roy, 4602 Cartier; D. Laporte, 2020 Valois; directeur local d'éducation: F. Dubuc, 2666 rue Orléans.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790. Association des Employés de Tramways Électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America.—Quartiers généraux. — Headquarters, 1153 St-Denis, t.é.; LA. 2508. Officiers—Officers: Gérard Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O.-A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE.— Local 319.—S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au 1331A rue Ste-Catherine est. Président, A. Renaud, 560 Congrégation, Fitzroy 0995; vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire-correspondant, E. Gilbert, 8626 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Bois-selle, 4562 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 blvd Gouin; conducteur, A. Goudreau, 9078B Notre-Dames Est; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621 Colonial; Clovis Gullbeault, 5614 Delormier; Gaston Renaud, 5023 Chambord; gardien, Joseph Girard, 8145 rue Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Belland, 6389 blvd. Saint-Laurent; 1er vice-président, Paul Métayer, 1468 Dorion; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1796 rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Chs McKecher, 1331A Ste-Catherine E., CH. 6511, privé CL. 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670 Papineau, AM. 7062; sentinelle, André Bouchard, 5823 Christophe-Colomb. L'exécutif s'assemble le 2e et 4e mardi de chaque mois, à 1331A Ste-Catherine Est. Président, D. Donalson, 368-9e Avenue, Pointe-aux-Trembles; vice-président, Ovide Drolet, 4101 Bordeaux; secrétaire, N. Poirier, 2137 Champlain.

Le Code des Lois Ouvrières Provinciales et Fédérales

EDITION 1938

Compilé et consolidé par GUS. FRANCO.

Un volume de 400 pages (français et anglais) de renseignements utiles, de connaissances que tous devraient avoir.

Prix de rabais aux membres des associations ouvrières \$2.00

En vente au bureau du "Monde Ouvrier"
11 Ouest, rue Saint-Paul, Montréal.

A bâtons rompus

L'hon. Anatole Carignan, député de Jacques-Cartier, vient d'être assermenté comme ministre de la voirie, ces jours derniers. C'est un homme de grande valeur, qui a d'ailleurs fait ses preuves comme administrateur habile et avisé; nul doute qu'il remplira avec toute l'habileté qu'on se plaît à lui reconnaître les importantes et difficiles fonctions de ministre de la voirie. Nos félicitations au nouveau titulaire ainsi qu'à l'honorable premier ministre pour le choix judicieux qu'il vient de faire.

* * *

Une récente lettre pastorale traitait de la tempérance, nous en sommes, car on ne pourra jamais trop la prêcher, l'alcoolisme est un fléau malheureusement trop commun chez notre population; nous avons mené la lutte à l'intempérance sous toutes ses formes depuis le quart de siècle que le *Monde Ouvrier* est publié, nous avons toujours favorisé une campagne d'éducation plutôt que l'emploi de moyens coercitifs; tout comme nous avons insisté pour que les profits énormes réalisés par la vente de l'alcool aillent à l'Etat et servent à réparer quelque peu les malheurs causés par l'abus des liqueurs.

Nous remarquons que cette lettre pastorale condamne au même titre les spiritueux et la bière, il nous semble pourtant qu'il y a une différence entre les deux: la bière peut être considérée comme un aliment, un fortifiant même; on a, si nous nous rappelons bien, préconisé l'usage du vin et de la bière dans toutes les campagnes de tempérance, — il est évident que, comme en toutes choses, l'abus est condamnable, — aussi nous étonnons-nous de ce changement d'attitude. Depuis quand l'usage modéré de la bière est-il dommageable?

On a mentionné également que, quoique la population du Québec ne soit qu'environ 22 pour cent de celle du Canada entier nous consommons plus de 50 pour cent de la production totale de la bière. A-t-on voulu démontrer que nos Québécois ont abandonné le whiskey blanc pour adopter la bière comme breuvage national, ce ne serait alors pas si mal. Il doit y avoir une raison à cela, on ne l'a pas mentionnée, nous allons donc donner quelques-unes des nôtres: tout d'abord, cela s'explique par le fait qu'on ne vend pas de spiritueux dans les tavernes; puis, le prix des liqueurs alcooliques à la bouteille est assez élevé, peut-être trop, pour que la grande masse ouvrière puisse se payer ce luxe, en dehors de circonstances tout à fait exceptionnelles. Alors l'ouvrier boit forcément de la bière et il y a pris goût.

C'est probablement pour cela que la Commission des liqueurs vient d'annoncer que le prix des boissons spiritueuses sera majoré de 5% et celui du vin diminué. Partant de ce principe, on n'aurait qu'à augmenter le prix des alcools pour le rendre prohibitif et nous aurions une prohibition déguisée mais aussi aléatoire qu'elle le fut dans les provinces et la République du Sud qui l'ont essayée, on sait avec quels résultats; c'est alors que les débits clandestins se multiplieront et que la contrebande se pratiquera sur une vaste échelle. Ce n'est certes pas le but qu'on veut atteindre, mais c'est ce qui arriverait fatalement.

* * *

Les journaux capitalistes et réactionnaires sont remplis de ce qu'ils appellent l'échec syndical, la victoire de Daladier en France. Admis, la grève d'un jour — peut-on appeler cela une grève? — n'a pas donné ce que la Confédération Générale du Travail de France en attendait, et pour cause, ses cinq millions de membres étaient bien résolus de prendre 24 heures de vacances, mais près d'un quart de ses membres ont été mobilisés au préalable. Etant des militaires — et plus patriotes que Daladier — ils ne pouvaient désobéir aux ordres donnés et courir le risque de passer devant une cour martiale avec toutes les conséquences qui suivent. La question qui se pose est la suivante: Daladier avait-il les pouvoirs voulus pour ordonner une mobilisation, même partielle? La C. G. T. lutte pour le maintien de la semaine de 40 heures, a-t-elle bien fait de décréter un arrêt de travail de 24 heures en guise de protestation? C'est là toute la situation. Nous sommes trop loin pour pouvoir discuter la chose en toute connaissance de cause, mais personnellement, je connais trop bien Léon Jouhaux, le secrétaire-général de la C. G. T., pour savoir qu'il est loin d'être communiste, qu'il n'est pas même un radical dans le sens que ce terme comporte en France, et qu'il ne s'est pas prononcé à la légère. Nos meilleurs vœux de succès au mouvement syndical français dans ses revendications.

* * *

Le prélèvement de la demie de un pour cent sur la liste totale des salaires dans les industries et occupations assujetties à une Ordonnance de l'Office des salaires raisonnables ne sera pas perçu uniformément, d'après une déclaration que viendrait de faire l'hon. M. Duplessis, mais seulement dans la mesure nécessaire pour rencontrer les dépenses d'administration de cet organisme encombrant autant qu'incompétent. Voilà, certes, une déclaration qui ne signifie pas grand-chose et qui jettera encore un peu plus de confusion dans la situation. Il est entendu qu'en affaires toute dépense extraordinaire est ajoutée au prix de revient et transmise au public consommateur dans le prix de vente. Si ce prélèvement est payable par intermittence, comment le manufacturier pourra-t-il le répartir dans son prix de revient? Le premier ministre est-il en état de répondre à cette simple question? Puis encore, est-ce de bonne politique de demander à l'industrie de contribuer à payer des dépenses sur lesquelles elle n'a aucun contrôle, pas même une simple donnée? Non, franchement, tout ça c'est de la bouillie pour les chats. Que l'Etat laisse donc l'industrie — Capital et Travail — gérer ses affaires au moyen de conventions collectives et de comités paritaires, ce sera plus simple et si patrons et ouvriers sont assujettis à un prélèvement ils auront au moins un contrôle sur les dépenses.

On se rappelle que lorsque la loi des salaires raisonnables a été adoptée à Québec nous avons protesté contre ce prélèvement de un pour cent et affirmé que c'était une taxe indirecte de plus de cinq millions de dollars par année imposée à l'industrie; on nous a tourné en ridicule, mais n'empêche qu'on a réduit ce prélèvement de moitié et maintenant on nous dit qu'il ne sera percevable que dans la mesure des dépenses. Qui nous dit qu'on n'augmentera pas ces dépenses hors de toutes proportions avec les services que rendra cet organisme, qu'on ne s'en servira pas pour faire du patronage politique et caser les fils des amis des cousins des favoris du gouvernement? Pourquoi se gênerait-on puisque c'est l'industrie qui paie?

SOCIUS.

RÉSULTAT FINAL
LA GRIPPE 0000
BONNE SANTÉ 64818

La recette originale
de la "Poncee":
o Le jus d'un citron,
o Une petite pincée
de muscade,
o Sucre au goût,
o De l'eau bien chaude,
o Deux doigts de gin
de Kuypers.

Après la partie:

Un autre coup
qui va droit
au but!

10 onces 85c
26 onces \$1.90
10 onces \$2.65

Gin de Kuypers

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande.

MAISON FONDÉE EN 1695

M. Arthur Martel, Président de la Fédération du Travail

(Suite de la page un)

qu'il y prend, les arguments solides dont il étaye son point de vue et son inaltérable fidélité et confiance dans le mouvement trade-unioniste.

Il fut réellement l'originateur de la Fédération provinciale du Travail du Québec et s'est dévoué corps et âme à sa formation. Un meilleur choix ne pouvait être donc fait car Arthur Martel est un sincère et un convaincu que rien ne rebute. Il a toujours été reconnu comme le chef de file de l'élément modéré, il ne se laisse ni éblouir, ni entraîner par des utopies et est un adversaire irréductible du radicalisme sous toutes ses formes. C'est un bon "debater" qui manie avec la même aisance les langues française et anglaise et est une autorité en règles parlementaires. Nul doute que sous sa direction éclairée la Fédération provinciale du Travail marchera de succès en succès et qu'elle ralliera tous les forces du Travail Organisé.

Nos meilleurs vœux de succès au nouveau président.

POUR LIRE A SON MARI

Voici ce qu'une américaine prétend:
Si le bon Dieu s'applique à créer une nouvelle terre, nous espérons qu'il demandera conseil à une femme qui lui dira que la vie serait bien plus agréable si l'homme sérieux apprenait ce qui suit:
A se faire au besoin une tasse de thé.
A se recoudre un bouton.
A trouver son linge bien empesé.
A ne point bailler dans une réunion où il ne s'amuse pas.
A ne point lire son journal à table.
A ne pas avoir de secret pour sa femme.
A ne pas laisser trainer ses vêtements dans toutes les chambres.
A aimer son intérieur.
A être patient quand il est malade.
A rendre sa femme joyeuse.
A respecter sa belle-mère.
A éviter de claquer les portes.
A s'essuyer les pieds en rentrant.
A vaincre sa mauvaise humeur.
A ne pas parler très haut.
A être le seul et le meilleur ami de sa femme.
A être contrit quand il a tort.

Les élections municipales battent leur plein. Ouvriers unionistes, voyez si les candidats vous sont favorables ou non: si oui, leurs imprimés portent l'étiquette du Conseil des Métiers alliés de l'imprimerie.

Pourquoi l'union? Mais, pour faire ce que vous ne pouvez faire seul, et c'est déjà beaucoup. Pensez-y bien.

AU CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL

(Suite de la page un)

l'union, fut référée au comité de l'étiquette afin d'obtenir justice pour ces travailleurs.

A la demande de la Fédération Provinciale du Travail de Québec, le Conseil a élu trois délégués pour se joindre à la Fédération, lors de la présentation des mesures préconisées par le Travail Organisé devant le Cabinet provincial, au cours de la prochaine session. Le Conseil sera représenté par les délégués: Alfred Mathieu, H. Corrigan et J.-E. Gariépy.

Reconnaissant l'importance de la publication "Le Code des Lois Ouvrières et industrielles de la Province de Québec", le Conseil a autorisé son secrétaire à faire l'achat d'une copie.

Après la transaction des affaires de routine, l'assemblée s'est ajournée à 11 heures p.m.

LA VIE SECURITAIRE

Un comité essentiellement féminin sera constitué par la Ligue de sécurité de la province de Québec dans le but d'enrayer les accidents qui causent chaque année au foyer des milliers d'accidents et entrent pour une proportion de 30 pour cent dans le nombre total des accidents.

Mme Alfred Thibaudeau, présidente de la Fédération nationale St-Jean-Baptiste, qui prit une part très active au récent congrès de sécurité à Montréal, sera invitée à faire partie du comité ainsi que Mme C.-B. Powtor, présidente du Montréal Women's Club et Mme William Eaves, ancienne présidente. Les présidentes ou directrices d'autres ligues féminines seront aussi priées de siéger à ce comité et d'assurer par leur travail une plus grande sécurité au foyer.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que, "The Apostolic Church of the British Isles - In Quebec", une congrégation de dénomination Protestante, fera application à la prochaine session de la Législature de Québec, à l'effet d'obtenir le droit de fonder et d'établir, dans la Province de Québec, des congrégations dont le but sera d'exercer des œuvres religieuses qui seront conformes aux mêmes croyances et aux mêmes doctrines que celles pratiquées par les membres de la dite dénomination, y compris les œuvres missionnaires à travers l'univers.

Le projet de loi qui sera présenté comprendra les privilèges et les obligations d'usage qui sont accordés et requis de telles organisations religieuses.

Daté de Montréal, Québec, ce dixième jour de novembre, mil neuf cent trente-huit.

HOWARD S. ROSS,
10 St-Jacques Ouest,
Montréal.

Procureur de la Requête.

Avis est par les présentes donné que DOROTHY GERTRUDE MARY HUGGINS, de la Cité de Montréal, Province de Québec, s'adressera au Parlement du Canada, à sa présente ou prochaine session, pour un Bill de divorce de son mari, DAVE YAUN, clerc, de 204 Jarry, Cité de Montréal, District de Montréal, Province de Québec, pour cause d'adultère et d'abandon.

Daté à Montréal, ce 18e jour de novembre 1938.
Crankschaw, Gaboury, Almond & Cerini,
Procureurs de la Requête,
507 Place d'Armes,
Montréal.

48-52



**" CONDUCTOR,
YOU STILL OWE ME A QUARTER "**

When making a sale of tickets, the Conductor must first hand the passenger any change due ; and then the tickets.

This rule is to enable the passenger to count the change without confusion.

If passengers will co-operate by counting their change immediately upon receiving it, any error can be quickly adjusted by the Conductor.

If the change is not checked until later, the Conductor cannot properly identify any particular transaction among the many he has previously handled.

Rules and Regulations for Conductors and Motormen are the result of more than 77 years' transportation experience.



HIS EMINENCE'S OPINION ON THE C. C. F.

His Eminence, Cardinal Villeneuve gave the members of the Junior Board of Trade, last Tuesday night, the attitude of the Church on many questions of present-day Canadian and International politics. He was listened to with respect and close attention despite the fact that he assaulted the opinions and beliefs of a great many members of the Junior Board of Trade when he put them on guard against the dangers of the C. C. F.

To put the doctrines of Communism and of the C. C. F. on an equal footing was really carrying things a little too far, for, as His Eminence affirmed : "The only difference is that the Communists admit that they are prepared to attain their object by violent means, while the C. C. F. think that they will accomplish their purpose peacefully."

In our humble opinion, that is exactly what makes Communism contemptible, condemnable and illegal, while the C. C. F. program is by this fact absolutely legal. Is it a crime to wish to ameliorate the existing social order, even if it contemplates changing it completely, to desire to make a more equitable distribution of the world's goods? Is it wrong to see to it that a small minority does not have the lion's share and that the natural resources of this country be so distributed that the greater majority of the population will enjoy economic security, and to insist that Labor have an equal share with Capital of the profits of industry in which they are partners?

Is it again a crime or a Utopia to ask that the great public utilities be nationalized along with all natural wealth of a country? Is it so immoral to demand a halt to the constant development of enormous monopolies and rich trusts which will end by controlling all human activities if we allow them free rein?

That is what many members of the Junior Board of Trade, whom we have contacted, are asking themselves. The courtesy and tact which is characteristic of these young gentlemen prevented them from expressing their astonishment to His Eminence and to start a controversy which would have been, to say the least, out of place, but they propose to use all the necessary means to have the leader of the C. C. F., Mr. J. S. Woodsworth, Member for Winnipeg North-Centre, come and expose to them in his turn the doctrines of the C. C. F. and to tell them how he proposes to bring about social justice without in any way infringing on our democratic institutions. For these young members of the Junior Board of Trade are fair-minded and would not condemn anything without having heard both sides of the story. The members of Organized Labor would do well to follow this controversy, which should prove very interesting.

The Provincial Federation of Labor has a new President

At the last meeting of the Executive Council of the Quebec Provincial Federation of Labor which was held last Friday at the offices of the secretariat, Arthur Martel was elected President.

Mr. Martel is not a newcomer to the ranks of Organized Labour, he has all the necessary knowledge and experience to guide the destinies of the Federation if we judge his ability by his long years of service to the Movement. Born in Montreal in 1871, he was one of the charter members of Local 1127, United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America which was organized in 1902, he was president of this local for many years as well as president of the District Council of the Carpenters and Joiners for six years. He was also one of the founders of the Provincial Council of the Brotherhood of Carpenters and Joiners and was its president for twelve years. He was elected a member of the General Executive Board of the United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America in 1910, a position he still holds.

In recognition of the eminent services that he had rendered and still renders not only to his own organization but to the Organized Movement in general, he was elected to the important position of vice-president of the Trades and Labor Congress of Canada for a period of six years and served as technical adviser at the first Congress of the International Labor Conference held in Washington and to the second Congress of this same body at Geneva (Switzerland) where he distinguished himself by his sober judgment and his profound knowledge of social problems.

He has been a delegate for a great many years at the Trades and Labor Council of Montreal as well as to numerous conventions of the Brotherhood of Carpenters and Joiners and the Trades and Labor Congress of Canada. Those who had the opportunity to attend these conventions know the preponderant part he takes in the deliberations, the sound arguments with which he expresses his opinion and his unshaken conviction and confidence in the Trade Union Movement.

Mr. Martel was in reality the founder of the Provincial Federation of Labor of Quebec and was an indefatigable worker in its formation. A better choice could not have been made, for Arthur Martel is a man sincere in his convictions and he has always been recognized as one of the leaders of the moderate element in

the Labor Movement, he is never carried away or taken in by Utopias and is an avowed opponent of all forms of radicalism. He is a good debater and speaks both French and English fluently and is an authority on parliamentary procedure. Without a doubt under his experienced and able direction the Provincial Federation of Labor will grow and will go ever forward and will rally to its standards all the forces of Organized Labor.

Best wishes of success to the new president.

BALLANTYNE PETITION FOR WRIT DISMISSED

The petition of R. A. C. Ballantyne, president of the Montreal Newspaper Guild and executive secretary of the Canadian Civil Liberties Union, for a writ of mandamus against Premier Maurice Duplessis has been dismissed by Mr. Justice Philippe Demers. Mr. Ballantyne sought the writ in an attempt to force Duplessis to give him permission to sue *The Gazette* under the Collective Labor Agreements Act. In his petition, Ballantyne charged that he had been dismissed by the Gazette because of his activities in behalf of the Montreal Newspaper Guild, a trade union of newspaper workers, and at the same time he sought from the court a ruling on the constitutionality of Section 87A of the Code of Civil procedure.

Mr. Justice Demers' decision completely ignored Ballantyne's request for a ruling on the constitutionality of Section 87A, which denies citizens of the province the right to obtain prerogative writs against Ministers of the Crown. The judgment held that Duplessis was not required under the law to give Ballantyne permission to sue, and that in any case the Premier had informed Ballantyne indirectly that he had refused him permission to proceed against the Gazette. Ballantyne's case was handled by the Union's Legal Committee which is now studying the possibility of further action.

AN ERRAND OF MERCY

"Canadians will welcome the safe arrival of the Canadian-American Foodship, S. S. Erica Reed, in Barcelona, which departed from New York on Nov. 1st", commented J. G. King, Executive Secretary of the Canadian Committee to Aid Spanish Democracy, today.

The brief campaign conducted by the Canadian committee grossed 200 tons valued at \$9,000.00. Outstanding among the many contributors was the Montreal donation of 6 1-2 tons of goods amounting to \$3,000.00; almost 3 tons from Winnipeg estimated at \$650.00; two major donations of one thousand bushels of wheat from the Manitoba Wheat Pool and United Grain Growers of Winnipeg. Fish from Halifax and wheat from Saskatchewan also rested safely in the Spanish port.

DEMANDEZ

LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER

MOLSON

Brassée à Montréal

depuis

152 ANS

Brewed in Montreal

since

152 YEARS

Unemployment Insurance Economic Boycott of Nazi Germany Urged by Green

Government, According to Statements of Responsible Ministers, Will Introduce Bill at Next Session. Principal Officials Administering the Measure Should be Chosen and Appointed Regardless of Civil Service Act and Regulations.

By BERNARD ROSE.

During his recent visit to the West, the Hon. Mr. Howe, Minister of Transport, intimated that the Government intended introducing an unemployment insurance bill at the next session. This declaration by Mr. Howe was subsequently confirmed by his colleague the Hon. Mr. Rogers. Both Mr. Howe and Mr. Rogers sense the importance to the welfare of the wage earners of adopting this much needed and long delayed legislation.

It is regrettable that certain provinces refused to facilitate the passing of the proposed act by agreeing to the necessary amendment to the British North America Act.

The Government is evidently determined to do all that its powers permit to introduce unemployment insurance, notwithstanding the attitude of the dissenting provinces.

Had the several provincial governments assented to the constitutional amendment the Act would have been in effect. What seems singular is, that all the interested parties — the workers, the employers, church and service organizations are anxious to have the legislation adopted and have placed their views on record — yet certain provinces still object.

The provinces that have refused to co-operate have everything to gain and nothing to lose in having a measure of this kind adopted by Parliament and administered by the Dominion Government. It is a social welfare law of the highest importance to all who toil and have no security of industrial tenure. Every country with an industrial population has enacted unemployment insurance legislation. Canada has been handicapped because of conflicting jurisdiction. The worker has no patience with those who explain the causes of the delay. He contends and properly so that what is conducive to the general welfare should not be delayed because of differences between the provincial and Dominion governments.

The Prime Minister, during the course of the last campaign, pledged his party to the introduction of a system of contributory insurance. To follow constitutional precedent (and particularly in view of the criticism touching upon the constitutionality of the measure when it was introduced by the last administration), it was thought advisable to submit it to judicial test with results already known.

The repeated demands of the organized workers for the early adoption of this measure has no doubt induced the Government to give their request the consideration making it possible to submit a measure to the House that may secure the co-operation of the provinces without the amendment conferring upon Parliament exclusive jurisdiction. No matter what procedure is followed all that the workers are interested in is, that the benefits of this legislation be available to those coming under it — without any undue delay. It will also reduce the burden now carried by municipalities and provinces. Its benefits therefore will be general and widespread. For the temporarily unemployed worker it will abolish the stigma of "direct relief," familiarly known as the "dole." The workers are opposed to "doles." They prefer employment and failing that, grants out of a fund to which they have contributed. It is admitted that unemployment insurance is not a permanent solution for unemployment, but it is certainly a necessary and desirable palliative. In fact, it is the only logical way to temporarily assist the involuntary unemployed worker.

The information conveyed by the colleagues of the Prime Minister was received by the toilers throughout the Dominion with a great deal of satisfaction. When it comes before the House it will no doubt be debated at considerable length and amendments suggested. The success of a measure of this kind depends not only upon the provisions it contains but its administration. Since it applies particularly to the workers its personnel should wherever possible be selected from those who have a knowledge of labor conditions, have been in close contact with the workers and appreciate their viewpoint. Making appointments through the Civil Service Commission and in accordance with the provisions of the act the Commission administrators, will disqualify quite a number whose experience will be invaluable in administering the Insurance Act. This is a point that might well be stressed when the Act is before Parliament. It may be advisable to appoint stenographers and clerks in accordance with the terms of the Civil Service Act but this should not apply in the case of the higher administrative officials, who should be chosen and appointed solely because of their qualifications and experience regardless of Civil Service limitations. It can be safely left to the Governor General in Council upon the recommendation of the Minister who will administer the Act to suggest the names of those he deems fitted to occupy the positions to be filled. Furthermore, it would inspire confidence in the ranks of labor and show the Government's willingness to co-operate with labor in making the measure effective. Restricting the Minister and the Government to making a choice from amongst those who must qualify according to Civil Service regulations is hardly fair to the Minister, the Government, Labor, or those who deem themselves qualified to efficiently carry out the duties of the position they seek, but who would be barred on account of age or other requirement that in no way affects their administrative or executive ability.

The most important thing, however, is that the Act be made law during the coming session. If it is, Parliament and the Government will earn and merit the gratitude of the thousands of families that will not have to again live off the "dole."

\$36,665,000 FOR JOBLESS

Payment of \$36,665,000 in unemployment benefits during July to insured jobless workers in 28 states brought the total distributed since the beginning of the year to approximately \$216,000,000, the Social Security Board of United States recently announced.

The amount of benefits paid during July decreased 8 per cent from the pro-

vious month, the first significant decrease since payments began, and was accompanied by a sharp drop of 21 per cent in the number of initial claims for benefits filed in states which paid benefits in June.

Exhaustion of wage credits of workers who had been receiving benefits must be considered as a factor contributing to the reduction in the amount of benefits paid, it was noted.

Mobilizes 5,000,000 A. F. of L. Members in Movement Against Savage Persecution of Jews by Hitler; Denounces German Dictator as a "British Caesar" and a "Desperate Madman".

Washington, D. C. — A bitter denunciation of Adolph Hitler's Nazi government for its unparalleled persecution of Jews in Germany and a call to the American people to join in a nation-wide boycott of the goods and services of Germany until the persecution of the Jews is stopped, featured a radio address here by William Green, president of the American Federation of Labor, over the National network of the Columbia Broadcasting System.

The boycott, Mr. Green said, is backed by the five million members of the American Federation of Labor, whom he called upon to intensify their militant action against the Nazi dictatorship until its victimization of the Jews is terminated.

Text of Green's Speech

The American Federation of Labor was the first great institution in this country to put into effect an economic boycott against Nazi Germany. This action was taken five years ago at the 1933 convention of the American Federation of Labor and has been reaffirmed at each succeeding convention.

What was it that influenced the 5,000,000 members of the Federation to pledge unanimously through their chosen representatives that they and their families would not buy goods made in Germany?

There are two compelling reasons. First, the wholly unwarranted persecution of the Jews in Germany by the Nazis and secondly, the destruction of the organized labor movement in Germany by the Nazis.

One of the first acts of the Hitler regime when it came into power was the arrest and imprisonment of German labor leaders. This was followed by the suppression and dissolution of the German trade unions in a campaign of brutality and ruthlessness that matched Hitler's attacks on the Jews.

Foresaw Reign of Terror

The American Federation of Labor recognized immediately that this Nazi move was the beginning of a reign of terror that spelled the end of all freedom in Germany. We knew it would result in enforced labor and virtual slavery for the German workers. We knew that a Government ruthless enough to wipe out the rights of labor would not hesitate to trample upon the rights of all races, creeds, religions and beliefs. For a strong, free and independent organized labor movement is the greater protection any country can have for the protection of its freedom and civil liberties.

Press dispatches from abroad show the atrocities against German Jews have now been renewed with a ferocity which recognizes no limitations. Labor cannot remain silent or passive. We must make our position known, not only through individual and collective protests, but through collective action.

Boycott Backed by A. F. of L.

With this in mind, I have today called upon every organization affiliated with the American Federation of Labor and every man and woman in the labor movement, as I have never appealed to them before, to redouble their vigilance in the boycott of German goods and German service.

I now address the same appeal to all of my listeners. Such action can speak louder than words. Refuse to buy German goods or to use German service until the persecution of Jews in Germany is terminated and they are accorded their rights as human beings.

Hitler already is feeling the pinch of economic distress. His announced intention of seizing all Jewish property in Germany is evidence of this. If anything can impress upon Hitler the tragic folly of his course and induce him to change his ways, it is economic pressure from the outside world.

Hitler is a Scheming "Madman"

We must always remember that this British Caesar, this desperate madman, is scheming and deliberate in his savagery. Is it conceivable that the recent wholesale attacks upon German Jews were undertaken merely to avenge the

assassination of a minor German diplomat in Paris by a crazed boy?

Is it believable that Hitler has tortured the Jews merely for the horrible sadistic joy of seeing helpless victims suffer? Is it even understandable that he has staged this mass spectacle of cruelty just to divert the attention of the oppressed German people from their own privations?

What, then, can be Hitler's motive? Is it possible he has conceived a vast criminal plot to blackmail the world? Is it possible that he is holding the German Jews captive like a kidnapper, in the hope of forcing the Jews of other nations of the world to pay him ransom in the form of trade benefits?

President Speaks For All Americans

It is significant that President Roosevelt has recalled our Ambassador from Berlin for consultation here. Is it encouraging that the President has discarded the niceties of diplomatic usage and frankly stated his personal shock that such things as are happening in Germany could take place in these supposedly civilized days.

By so doing the President has expressed the feeling of all our people of whatever faith in every walk of life. We know that Hitler has attacked not only the Jews but Catholics, Protestants, organized labor and every individual, religion, or group that stands in his way. No one is safe in Germany today.

Therefore, I pledge the support of the American Federation of Labor to any practical plan for the release of refugees from Hitler's wrath. This must be done not as charity but in the name of humanity.

And in that same spirit I pledge that the full strength of the American Federation of Labor and its 5,000,000 members will be exerted to keep the plague of Nazism from spreading in this country.

What is happening in Germany today is so terrible that it makes us ashamed that human beings can sink in such depths. But we must not let it discourage us. It should renew our faith in our own free democracy and strengthen us in the determination to hold fast to the principles of liberty, justice and decency which have guided our destiny as a nation. Let us show the world that these principles cannot die in the hearts of human beings. — A. F. of L. Bulletin.

CAR LOADINGS

Car loadings for the week ended November 5th declined to 53,960 cars from 57,874 cars in the previous week, grain declining by 3,753 cars, and the index number dropped from 72.33 to 68.44.

Compared with last year's loadings of 56,987 cars, the decrease was 3,027 cars. Grain was heavier than in 1937 by 2,114 cars, coal by 539 cars (all in the western division), pulpwood increased by 225 cars, and ore by 129 cars, but other commodities showed decreases. Miscellaneous was down by 4,434 cars, or 27 per cent, pulp and paper by 516 cars, merchandise by 462 cars, lumber by 257 cars, other forest products by 224 cars, live stock by 77 cars, and coke by 64 cars.

In the eastern division total loadings decreased from 34,589 cars last year to 32,299 cars and, despite heavier loadings of grain in the western division of 1,225 cars, the total decreased from 22,398 cars to 21,661 cars.

Conciliating Labor Disputes In a Democracy

Labor Department Official Opposes Compulsory Settlements—
Lessons from Abroad—Employer Policies—
Value of Bargaining

By JOHN R. STEELMAN

Director of Conciliation Service, Department of Labor.

(Address delivered on June 26 at the fourth annual session of the Taminent Economic and Social Institute, Camp Tamiment, Pa.)

The term "industrial relations," stripped of all unnecessary verbiage and of all controversial emotions, means simply the dealings between those who work and those who direct work. It has rightly been said that capital and labor are at once partners and rivals. They are partners because one cannot do without the other, rivals because they compete continually concerning the share of each share in the profit realized.

The causes of industrial unrest are economic and psychological. The economic conflict between employers and employees arises over the distribution of the products of industry between the owners on the one hand and the wage earners on the other. The psychological conflict grows out of the subordination of wage earners to management.

Let us not confuse the A. P. of L. and C. I. O. conflict, which is, however, fundamental as well as personal, with employer-employee relations in general. Due to forces which no individual can now control, it will be some time before the split is entirely healed. Meantime, extreme bitterness is generally waning. There are of course, exceptions — harmful exceptions where extreme individuals do injury and embarrass not only their own union but the Labor movement in general. It would be to the advantage of Labor as a whole, as well as to industry and the public, if the feud were brought to the speediest possible conclusion.

Lessons from Europe

It is not to the best interest of powerful organizations to fight if differences can be reconciled by another method. For this reason, as industries become better organized, and the associations of employers and employed grow more powerful, differences are more apt to be settled amicably. Not understanding this fact, many persons condemn the principle of collective bargaining, and say that it brings conflict, not peace.

In Sweden, a country which we know has always prized and cherished individual liberty, free speech, and equality of opportunity the system of collective bargaining and of collective agreements, so strongly opposed by many business people in our country, has been since the turn of the century in increasingly widespread use. The steady expansion of the number and scope of collective agreements is evidenced by the following figures: In 1907 there were 1,971 collective agreements in force, affecting 11,241 employers and 255,000 workers. In 1935 there were 6,720 agreements in force, a rise of more than 241 per cent, affecting 27,000 employers, a rise of more than 140 per cent, and 717,000 employees, a rise of 219 per cent. The significance of these statistics is that collective bargaining has been in use for well on 40 years.

In Great Britain and all other democratic countries, Government and industry have arrived at the considered opinion that the essential condition of securing a permanent improvement in the relation between employers and employed is that there should be adequate organization on the part of both.

On the other hand, we can clearly see by glancing at developments abroad how dependent the successful functioning of democracy is upon harmonious relations between those who work and those who direct work. When these relations break down, democracy goes by the board. The lesson which we may draw from Europe is that even if the boat is rocked by but a few self-centered hard heads among either capital or labor, the whole boat can be overturned.

Rapidity of Change

Viewing our American scene, we perceive that one factor is largely responsi-

ble for the disturbed state of our industrial relations. This factor is the lack of gradualness in the evolution of our industrial relations. This lack of gradualness is visible in the development of trade unionism in the relations between union and management and in the relationship of government and labor. We in this country are in the rather unfortunate position of having to compress within a period of a few years the far-reaching modifications in the relationship between employers and employed which in other countries have taken decades of gradual change. This means that the problems are greater and sharper here. We are faced with bigger responsibilities.

The whole trend of modern industrial organization, its large scale units and corporate organization, tends to submerge the individual and make him merely one little cog in a huge machine. At the same time, the individual himself is better educated and has a totally different outlook of life from the employee of pre-war days. These two opposing factors rendered imperative a readjustment of the relations between employer and employed. It is not too much to say that the present structure of industry and of our political organization stands or falls by the solution it offers to this problem. Industrial relations in this country will not be placed on a sound footing until there is in each plant a genuine freedom and even encouragement to a man to join a Union if he wants to.

Settlement of Disputes

Due to the widespread industrial unrest of recent years, there has been, as you know, a strong disposition on the part of the public throughout the country to hold the Government, and more particularly the United States Department of Labor, responsible for the prevention of industrial disputes and to demand drastic action in dealing with them when they occur. It should be remembered that neither the Secretary of Labor, the Director of the Conciliation Service, nor the Commissioners of Conciliation possess any policy power — any power of coercion of any sort.

I am sure you will agree that conciliation can be effective only where the public representative commands the respect of both parties. The results depend much upon the skill and tact of the conciliator, but often also upon his knowledge of the technical and economic problems of the particular industry or establishment so that the terms arrived at under his guidance will be socially just and economically sound.

Work of this character generally attracts little public attention. Yet in the field of industrial relations it has a value to you and to all of us very much like that of the public health agencies in the field of preventive medicine and public hygiene. The Conciliation Service prefers to base the records of its accomplishments on strikes and lockouts prevented rather than on strikes or lockouts settled. Our records show that for the 11 months of the current fiscal year, we have handled 2,058 labor disputes involving 1,268,517 workers—and, indirectly but definitely, millions of other citizens.

Two Chief Methods

Briefly, the problem of peacefully settling a dispute between two individuals or two groups, in a democracy, admits of two alternative methods of approach; one may either induce the disputing parties to come together and agree on terms of settlement for themselves, or one may persuade the parties to accept the terms of settlement which are proposed to them by some third party. In the industrial field, the former method is called conciliation; the latter, arbitration. Thus, in conciliation, we aim, not at deciding the quarrel for the disputing parties, but at inducing them to

Nazi-ism Versus Civilization

By DR. CHARLES STELZLE

Executive Director, Good Neighbor League

It is one of the shocking things in this topsy-turvy world to awake to the fact that among certain kinds of people there is a mere crust between civilization and savagery. This has been demonstrated in the action of the Nazis in their treatment of helpless people within the German Reich, and which threatens to extend to many other countries.

Their brutality has transcended the acts of pre-civilization pagans. The amazing thing is that this has been done by those who regard themselves as "super-men," at a time when the pity of the civilized world has been increasingly stirred in behalf of all oppressed and depressed peoples.

We thought we were getting somewhere in our progress toward human kindness and tender mercy. Then suddenly we discover that the beast has torn loose, tearing and devouring, and wallowing in the blood of human beings.

He began with the Jews. They were the most helpless, and therefore the easiest to destroy. Then he attacked the Catholics because they dared proclaim that they had souls of their own. The Protestants came next. They would not bow down to the pagans who had set themselves up to be gods.

And now the brutal war is on, on all fronts, nothing barred. Anything goes, while the rest of the world stands aghast. The victims haven't even the chance that was given to men during the World War, for then the contestants on both sides had weapons which they might use in self-defense.

But now — crippled old women are prodded by beastly "storm troopers," made to crawl on hands and knees through muck and slush to their final destruction. Little children are brutally beaten and marred for life, and men are driven to suicide through the brutality of these Nazi "heroes."

Meanwhile the rest of the world seems to stand helpless. The Democracies are like sheep in the presence of a "Dictator Wolf." It is a question as to how long this situation can continue. It seems inevitable that somewhere something must break out which will destroy this monstrous creation of a disordered mind.

If there is still justice in the world, if there is a Force powerful enough to subdue even this incarnation of the Beast, then there is hope for civilization. Of this we may be sure — it will require the united efforts of Protestant, Catholic, and Jew, the protests of Labor, and the rising wrath of all right-thinking people everywhere.

decide it for themselves. Voluntary arbitration on the other hand is the settlement of an issue on which the parties have failed to agree, by the decision of an impartial outsider—a referee. In this country, the term arbitration is frequently confused with or held synonymous with one particular form of arbitration, namely, compulsory arbitration.

May I tell you very frankly that I am not in sympathy with the proposals for compulsory arbitration or for incorporation of labor unions. Incorporation of labor unions will not solve any problems, for labor is already responsible under the law. Incorporation of labor unions, sending agitators to Alaska, or any other methods implying the use of force, such as compulsory arbitration will never really settle industrial disputes. It is the habit of consultation that needs to be vigorously fostered, for ultimately genuine industrial peace in a democracy is not created by the setting up of machinery. Rather it develops through education and experience which workers and employers take to one another. Ultimately, what brings genuine industrial peace is not the letter of the law, but the attitude of mind of workers and the employers to ward each other, and their will and ability to understand one another.

Policies for Employers

The first requisite for the company or industry desiring to follow the path of progress is that it shall have a definite constructive policy in the matter of its industrial relations, just as it has definite commercial and technical policies. It should be understood once and for all that not even the stockholders money is protected to advantage unless the labor relations of the company are on a sound basis.

The improved machinery of negotiations between capital and labor must of necessity contain provisions, first for prevention of industrial disputes, and, second, for their settlement. Prevention is best obtained by the establishment, under conditions and rules clearly set forth in written agreements, of standing joint committees meeting at regular intervals, in which matters of common interest are discussed and differences of opinion adjusted before they harden into disputes.

In the technique of conciliating disputes, we can distinguish four steps: first, to ascertain the real fact of the situation; second to find the exact positions of the respective parties to the dispute;

third, to create an atmosphere conducive to rational discussion; and fourth, to think up new solutions to which both parties can agree. The appearance of a Commissioner of Conciliation on the scene, also makes prominent the fact, apt to be lost sight of in the heat of controversy, that the general public as well as the parties involved, have an interest in peace.

Ordinary collective bargaining is but the cornerstone of industrial democracy and, for the sake of our nation as a whole, it is essential that this process be developed and extended by encouraging the machinery for conciliation and voluntary adjudication within separate industries. Contrary to other and older industrial countries, collective bargaining in the United States is now only in the early stages of its development on a wide national scale, and with the extension of its acceptance and application the number of industrial conflicts here will diminish, as it has in England and the Scandinavian countries. In those countries in many instances the second or third generation is working under the system of collective agreements.

There are two basic facts to remember. First, industrial peace is not merely the absence of industrial strife. That is only a negative view. Industrial peace is that state of affairs in which everybody engaged in industry is interested, and puts forth his efforts willingly and cheerfully. Second, strikes have occurred both in countries where they are prohibited by law, as in Australia, and in countries in which government policy is confined to conciliatory intervention.

I believe that free, self-governing labor unions are a bulwark of democracy, that through no other means can labor bargain with industry on any semblance of equality; that labor unions can be the greatest stabilizing influence for industrial peace in any democracy; that labor unions do and can increasingly perform a beneficent social function in lifting the masses of labor into a fuller participation in the good life. In a democracy, industrial peace can come only with industrial justice. Industrial justice can only be found by the cooperative search possible only through honest collective bargaining. I believe that our democracy can survive; that it can and will be extended into the mines and factories and stores where men and women toil. I believe that through a long succession of victories of reason over force, industrial peace can and will be found within the framework of our present institutions and laws.

From Our Readers

CHAMBERLAIN PLAYS HITLER'S GAME

Sir:—It is reported that officialdom in Washington, after studying reports from embassies and consular offices abroad, sees reason to believe that the Munich manoeuvres were arranged in advance. Hitler had not ordered general mobilization, though large armies had been called for annual manoeuvres. The Germans were not handing out gas masks or digging bomb shelters and trenches.

Hitler, being a dictator, did not need to stage a war scare. But Chamberlain and Daladier did need a war scare to make their surrender of the Czechs palatable to their own people. If the drama was not deliberately pre-arranged, noble English lords had informed Hitler's friends that Chamberlain would not fight on behalf of the Czechs — despite his declaration of readiness to do so, on September 27. However Hitler knew his bluff would succeed, his threat to invade Czechoslovakia, willy-nilly, was still a bluff.

Hitler's new army lacks a sufficiency of trained officers and men to take on a major war. Unless internal difficulties force him to try war as a desperate antidote, he will avoid a major conflict until the following conditions have been fulfilled.

Fascist domination of Spain. Japanese conquest of China — or most of it. Nazi domination of Southeast Europe, sufficient to assure control of Rumania's oil supplies. France is the Fascist orbit; or French pre-occupation with internal problems to the point of nullifying their power of external action. An understanding with some Latin American countries giving Germany secret air bases within raiding distance of ships using the Panama Canal.

Given these conditions, Germany, Italy, Japan and Spain would be ready for a piratical campaign against British ships, carried on by swift commerce raiders, submarines and air craft. Germany and Italy have naval craft faster than those of England. Striking suddenly and unexpectedly at strategic points along the trade routes, they could destroy a great number of British merchant ships in a few weeks.

And what could Britain do about it? Protest against piracies. Call for a non-intervention committee. Dare to bomb German cities? That would be a last desperate resort, for it would invite retaliation on British cities not only by German bombers, but by Italian bombers, working from German bases.

The chances are that the German, Italian and Japanese naval craft, assisted by air craft, could starve Britain to submission. Since the submarines and aircraft would adopt the technic of frightfulness from the start, neutral merchant ships would not carry cargoes to British ports and challenge the vengeance of the Fascist powers as they did the Central powers in the Great War. Nor would neutral countries feverishly build merchant ships to serve Britain.

Chamberlain has accomplished the isolation of Britain, thus offering Fascist powers a chance of dividing up the possessions of

Britain without the loss of a foot soldier. Offered that chance is it likely that Hitler will undertake the conquest of 180,000,000 Russians who only want to be let alone.

Of course, the conditions mentioned above may not be fulfilled. As Napoleon remarked: the British lose every battle but the last.— C. M.

NAZI TERRORISM HELPS ARMAMENT PROFITEERS

Hitler has made lying a science and cruelty an art. He said that for fifteen years Germany had achieved nothing by negotiation. Yet she had succeeded in getting the war indemnities drastically sealed down; in borrowing for domestic development vastly more than she paid in indemnities; in getting the French to evacuate the Rhineland, and allowing the Saar plebiscite; in being received into the League of Nations as an equal member instead of being treated as the madman of Europe.

Hitler pretended that he would disarm Germany if given assurance that only men like Chamberlain and Daladier would be allowed to govern the democracies. He also said: "One must be perfectly clear that the recovery of the lost provinces is not to be achieved by solemn invocations of the Beloved Lord, nor through pious hopes in the League of Nations, but only through armed violence."

By violence or threat of violence the Nazi gangsters gained and maintain their power. At the outset they declared trade unionists, left-wing farmers, Socialists and Communists to be public enemies, killed or imprisoned their leaders, suppressed their organizations and confiscated their property and funds. The capitalist world war not then greatly shocked, for it was merely a matter of plundering workers and peasants, and the capitalist world itself constitutes a great plunderbund. The application of the ruthless methods of persecution to the Jews and clergy stirs the indignation of the capitalist world as well as the workers' world. The Nazi gangster violation of the rights of private property is to the capitalists mentality far more shocking than stealing trade union funds. The amount of Jewish property at stake is very considerable.

In order to collect the fine of \$400 millions Nazi party officials will have to take provisions of private property having a value of well over \$1 billion. Many good business will pass from Jews to Nazi favorites, at bargain counter prices.

It seems evident that plans to plunder the Jews had been prepared in advance of the assassination of the Nazi official. The "spontaneous" demonstrations broke out simultaneously and followed the same pattern all over the Reich and Austria, which was peculiar. New anti-Jewish decrees were at once promulgated, as if they had been ready.

This aspect of the program is significant. It suggests that despite Nazi triumphs over the Austrians and Czechs, there is deep discontent even among the Nazis, or why the need of making the Jews the victims of wholesale plundering?

Hitler et al are not such fools as not to know that such ghastly persecutions on the insane pretext that all Jews were responsible for the act of an unbalanced youth would have the same effect upon world opinion as the U. boat activities during the Great War. Only such discontent with food prices and shortages as prevailed in Paris before the Great Revolution would seem to demand the diversion of such an insensate campaign of terrorism as has disgraced once proud Germany. Those who will benefit from plundering the Jews will be the energetic Nazis, who, without such sop, might become leaders of the discontented.

That violence is the soul of Nazism is grimly indicated by such excesses. The democratic capitalists whose spirit is merely the lust of lucre are disturbed. The spokesmen of America big business join in denunciation of Nazi activities, out of genuine indignation no doubt, but with the rear thought of whipping popular sympathy behind the biggest—ever naval programme. The profits in navy building are not the only consideration. The formidable Nazi trading weapons threaten U. S. Trade with Latin America, while Nazi agents seek to encourage the ruling classes of Latin America to set up totalitarian governments and line-up with Germany, Italy and Japan against the democracies. A great U. S. navy becomes necessary as a means of enabling U. S. capitalism to hold on to its trade and investments in South America.—C. McK.

THE MONEY POWER

Sir:—Premier Chamberlain was asked what he was going to do to protect British interests in China. He answered that Japan did not have the capital to develop a conquered China and therefore British capital would get its chance to share in the future development of China. He expects to use the power of loan capital to induce Japan not only to respect existing British investments in China but to leave some doors open to British trade. Thus he serves notice that Britain will not co-operate with the U. S. in any effort to induce Japan to honor its signature to the Nine Power Treaty guaranteeing the open door in China.

Belief in the power of money seems to be the keystone of Chamberlain's policy. He has worked for the triumph of Fascism in Spain in the belief that the British money power will be able to dictate to dictators Mussolini and Hitler as to their policies in conquered Spain. It hasn't entered his head that the dictatorships of Germany, Japan and Italy have developed a technique which makes them virtually independent of foreign loan capital. Nor has it entered his head that his vast armament program is dissipating British capital which otherwise might be employed making machinery for export to China and Spain—the most effective way of transporting capital. In putting his trust in the money power, Chamberlain is preparing his own disillusionment.—DISGRUNTLED.

AMERICAN ATTITUDE

Sir:—They say Americans have no right to criticize the Munich capitulation. The Americans repudiated the Versailles Treaty. And perhaps if the British and French ruling class had sense enough to revise that treaty years ago, they would not now be confronted by a dire menace which is largely a creature of their short-sighted stupidity. Americans don't care very much whether 3 1-2 million German speaking bohemians are ruled by Nazi gangsters or Czechs exploiters. They may not be much concerned whether Chamberlain sold out the British Empire. But they have a right to protest at the way Chamberlain and Daladier lost the Great War, thus betraying the Allied soldiers, living and dead. They were brought into the Great War under the pretext that democracy was at stake. And they see

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue au Canada
Un médium national pour les ouvriers



Membre de la Presse ouvrière internationale d'Amérique

The Labor World

Canada's Only Labor Bilingual Paper
A National Medium for the Workers

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL
AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes



that Chamberlain has no use for democracy. The last hope of Americans joining a revived League of Nations has been killed. — VERB SAP.

CANADIAN CIVIL LIBERTIES

As part of the campaign to publicize its activities, the Union has addressed letters to more than 300 organizations, outlining its objectives and suggesting that the organizations receive representatives of the union at their meetings. In the past month the Union has distributed more than five thousand copies of a leaflet entitled: "It Isn't Legal..." explaining the way in which the Padlock Act violates fundamental civil liberties. It is planned to distribute another 5,000 within the next few weeks, and copies of the leaflet may be obtained on request at the Union office. As part of the effort to increase the Union's membership, letters have been sent to more than 2,000 specially selected persons. A letter addressed to the editors of more than 300 publications by Hubert Desaulniers, chairman of the Union's activities are being given increased publicity in the local press. The Union has experimented successfully with advertisements in a small list of publications, and it is planned to continue these advertisements from time to time. The Union's Bulletin is now being sent in four countries, with the result that editorial comment on the Union's activities is appearing frequently. As soon as resources permit, the Union plans to publish more printed material.

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

Notice is hereby given that Sarah Theresa Norman, of Ottawa, Ontario, will apply to the Parliament of Canada at the next session thereof for a Bill of Divorce from her husband Eric Barr Norman, of Montreal, Quebec, presently residing in Toronto, Ontario, on the ground of adultery.
Dated at Ottawa, Ontario, the 30th day of November, 1938.

BEAMENT & BEAMENT,
56 Sparks Street,
Ottawa, Ontario.
49-53 Solicitors for the Applicant.

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

Notice is hereby given that STEPHANO GIULIO LUCIANO RONCARI, hotel-keeper, of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Parliament of Canada at the next session thereof for a bill of divorce from his wife DAME EMILIE LEOCADIE MARTIN, of the city of Montreal, in the Province of Quebec, on the ground of adultery.
Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this 2nd day of November, 1938.

GUSTAVE DUTAUD, K.C.,
Rooms 406-407,
59 St. James West, Montreal.
48-52 Solicitor for the Applicant.

Our Leading Amusement Places
Dans nos Théâtres

PALACE

The Cavalcade of Aviation
"MEN WITH WINGS"
with Fred MacMURRAY
RAY MILLAND
LOUISE CAMPBELL
IN TECHNICOLOR

CAPITOL

Held Over 2nd WEEK!
The blazing Romance of Heroic de Lesseps
SUEZ
with TYRONE POWER
LORETTA YOUNG
ANNABELLA

PRINCESS Theatre

'GARDEN of the MOON'
with PAT O'BRIEN, JOHN PAYNE, Margaret LINDSAY
Added Attraction
'RACKET BUSTERS'

LOEW'S THEATRE

On the Stage
THE ORIGINAL
Hollywood Star Doubles
IN PERSON
On the Screen
SERVICE DE LUXE
EVENING 40c. MATINEES (11.30 to 5) 25c.

Tél. Lancaster 3858
Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

THE CENTRE OF SOCIAL AND BUSINESS LIFE IN MONTREAL
The Windsor
by Dominion Square
Alderic Raymond • VICE-PRESIDENT

WE HAVE HELPED HUNDREDS TO OBTAIN positions as Letter Carriers, Postal Clerks, Customs Examiners, Clerks, and Stenographers, etc., and can help you. Write us for proof and free information. M. C. C. Schools Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada.

Quality Cleaning by
Paul SERVICE STORES LIMITED
40 Stores Conveniently Located to Serve You Promptly
Head Office and Plant
1451 BEAUBIEN E. MONTREAL
DOLLard 4871